

LA PRESSE

Imprimée et publiée par WÜRTELE & CIE, Propriétaires. ADMINISTRATION ET REDACTION No. 1840, RUE NOTRE DAME (En face de l'Hôtel de Ville) ANNONCES insérées d'office

LA PRESSE

MONTREAL, 23 NOVEMBRE 1887.

Nos lecteurs voudront bien se rappeler que c'est lundi, le 28, qu'a lieu à Saint-Jérôme le banquet offert à l'honorable M. Rolland.

On peut se procurer des billets chez MM. Cadieux et Derome, Chapleau et Labelle, N. Granger, et Dawson & Bros.

Le professeur Sheldon, d'Angleterre, doit publier prochainement un rapport sur les ressources agricoles du Canada, et l'année prochaine, le professeur Freal, autre autorisé en matière agricole, visitera le Canada, à la demande du gouvernement anglais, pour assai étudier nos ressources agricoles et faire rapport.

Le conseil du Nord-Ouest qui était en session à Regina depuis quelques jours a été clos samedi.

Les membres ont adopté un mémoire demandant le système du gouvernement provincial.

Le sentiment qui semble prévaloir dans les Territoires du Nord-Ouest demande un contrôle plus direct de l'argent, par les représentants du peuple.

On nous écrit de plusieurs endroits, aux Etats-Unis, qu'un grand nombre d'émigrés canadiens y arrivent journellement depuis le commencement du mois d'octobre. Nous ne pouvons que déplorer sincèrement l'action de ces compatriotes, qui s'expatrient dans un temps où l'ouvrage est rare et les salaires comparativement insignifiants, dans la plupart des centres de la Nouvelle-Angleterre.

L'assemblée de la Banque Nationale à Québec, le bureau de direction a décidé de demander à la prochaine session fédérale, une réduction de son capital-actions au montant de 25 000, c'est-à-dire \$500,000.

Le comité des banques qui sera saisi de cette affaire décidera sur l'opportunité de la réduction à faire.

Deux des directeurs ont fait l'inspection des branches de la banque et ils ont recommandé une réduction sur certaines valeurs que la banque a en garantie.

Il est aussi diminué l'évaluation des propriétés que la banque occupe.

La cour de révision s'est réunie samedi matin pour entendre les plaidoiries dans le procès en invalidation de l'élection de M. Spencer, député de Missisquoi à la législature de Québec. Le juge en chef Johnson, le juge Loranger et le juge Tait sur le banc. M. Duffy, avocat du défendeur, et M. Baker, C.R., avocat de M. Spencer, ont soumis leurs arguments respectifs sur la preuve. De plus, avant les plaidoiries, M. Baker a fait une motion pour faire rejeter comme illégale une partie considérable de la preuve. La cour n'ayant pas jugé sur cette motion, les plaidoiries ont été soumises sans réserve de jugement à intervenir sur la motion.

La politique de colonisation suivie depuis plusieurs années par notre gouvernement central et par nos législatures a eu, on ne peut le nier, des résultats satisfaisants.

Notre population a augmenté, nos ressources se sont accrues, d'immenses territoires jusqu'alors pour ainsi dire inaccessibles ont été couverts à l'industrie et à la civilisation.

Cette politique n'a pas encore reçu son complet développement et pendant des années encore nos gouvernements devront la soutenir énergiquement afin que notre pays puisse tirer parti de toutes ses richesses.

Jusqu'à ce jour nos hommes d'Etat ont surtout préparé les voies aux colons.

Les immigrants européens trouveront plutôt place dans les townships de l'Est, dans Ontario et dans le Nord-Ouest, mais la Province de Québec convient surtout aux Canadiens-Français.

Vendredi dernier, sir Charles Tupper et M. Chamberlain ont fait visite au secrétaire d'Etat des Etats-Unis et au ministre des puissances étrangères dans la capitale de la République. Ils ont été reçus par le président samedi.

M. Chamberlain a fait une très bonne impression sur l'opinion publique depuis son arrivée chez nos voisins. Son discours à New-York a été tout ce qu'il devait être, habile, modéré, adroit, très convenable de ton. Il a été écouté et lu avec un vif intérêt, et a fait le sujet de commentaires favorables.

Le commissaire anglais et canadien ont eu à Washington, la visite d'un grand nombre de reporters tous désireux de connaître leurs vues sur la question à laquelle il leur fallait donner une solution.

En réponse à une question, M. Chamberlain a dit que la commission pouvait proposer un règlement pour toutes les difficultés existantes entre le Canada et les Etats-Unis. La question des pêcheries est l'une des plus irritantes, mais d'autres sujets seront aussi probablement discutés. Il n'a cependant aucun doute qu'il soit possible d'en venir à une entente amicale.

VOIES DE TRANSPORTS ET RELATIONS INTERNATIONALES

On trouve un des exemples les plus frappants de l'influence exercée par les voies de transports sur les relations des peuples entre eux, dans la construction du Pacific Canadian. Voici ce que dit, à ce sujet, la Railroad Gazette, de New-York, l'une des publications les plus importantes des Etats-Unis.

" Cette voie est la plus courte, quant à la durée du trajet, de toutes celles qui vont de l'Angleterre à l'Orient. Quant à la distance elle-même, la ligne la moins longue serait, par chemins de fer, de l'Inde à Brindisi, sur la mer Adriatique, et de là par steamer, par le canal de Suez et l'Océan Indien, mais la température élevée de la traversée par cette mer et les difficultés politiques qui existent sur tout le parcours de la route par chemin de fer, font que la voie, la plus longue cependant, à travers l'Atlantique et le Canada, est la plus rapide.

" Les contrats anglais avec les steamers sur le canal de Suez n'exigent guère qu'une vitesse de onze nœuds à l'heure tandis qu'ils en stipulent seize sur l'Atlantique et quatorze sur l'Océan Pacifique; ce qui donne comme résultat, une durée de trajet de 38 jours pour atteindre Shanghai par Brindisi, et de 29 jours seulement par Vancouver.

Le commerce de la Grande Bretagne avec l'Orient, s'est accru par la construction du canal, mais celui des continents qui avoisinent la Méditerranée en a bénéficié bien davantage. La route canadienne aura à l'avenir une double valeur, comme nouvelle voie de commerce et comme chemin militaire des Indes; et ce chemin, à part la portion océanique, se trouve entièrement sur le territoire britannique.

L'influence de notre Transcontinental sur les rapports des nations entre elles est ainsi adhésive d'une manière incontestée par ceux même qui, ont le moins d'intérêt à reconnaître son importance. En quelques mots nous Pacifica à deux avantages: celui d'être plus court, entre l'Occident et l'Orient, si l'on ne tient compte que de la durée des transports et celui de se trouver libre dans les limites d'un territoire habité par une population homogène et soumise à la même puissance politique.

On peut juger par là de la grandeur et de l'avenir de l'œuvre exécutée par nos hommes d'Etat canadiens.

CRISE POLITIQUE EN FRANCE

Les affaires de France entrent décidément dans une nouvelle période, qui ne peut manquer d'amener, de manière ou d'autre, la solution de la crise, déjà trop prolongée, dans laquelle se débattaient les pouvoirs publics.

La chute du ministère Rouvier et les malversations de M. Wilson, les scandales des décorations et la position difficile où se trouve le président Grévy ont amené de graves complications. Depuis huit jours, tout l'intérêt de l'affaire Lamoignon-Caffarel s'était reporté sur les scandales mais à la charge de M. Wilson, gendre du président Grévy, dont la position spéciale, compliquée des responsabilités qui s'y rattachent, donne aux méfaits qui lui sont imputés un caractère particulièrement important. En réalité, le tribunal correctionnel ayant suspendu son jugement en ce qui concerne Mme Lamoignon, le général Caffarel et le courtier Lorentz, pour attendre l'issue de l'affaire des lettres de M. Wilson et Mme Lamoignon, ce dernier incident devenu le point culminant de la situation présente.

Tandis que la commission de vingt-deux membres, chargée d'une enquête sur tous les abus supposés depuis 1877 en matière de décorations et sur d'autres objets intéressant la moralité publique, poursuit ses investigations complexes, la chambre a voté à la presque unanimité l'autorisation de poursuites judiciaires demandées par le ministre de la justice au sujet des fameuses lettres de M. Wilson supprimées et remplacées par des copies altérées. Le premier résultat de cette décision a été de faire rétrograder M. Gragnon, préfet de police, soupçonné d'avoir, de complicité avec M. Wilson, contribué à soustraire les documents dont il était dépositaire. Les explications obscures données par M. Gragnon ayant aggravé plutôt qu'atténué les griefs imputés au gendre de M. Grévy, en montrant quel concours criminel il avait trouvé dans le chef de la préfecture de police, il s'en est suivi un redoublement d'irritation dans l'opinion publique. Devant le procureur de la République, M. Wilson a affirmé obstinément que les lettres produites étaient réellement celles qui avaient été écrites à Mme Lamoignon en 1884; mais l'expert appelé par le magistrat instructeur a formellement affirmé qu'elles avaient été écrites récemment; et le fabricant de papier a de nouveau déclaré sous serment que celui qui avait été employé n'avait été manufacturé qu'en 1885.

Immédiatement après la séance de la chambre où avaient été autorisées les poursuites, les ministres se sont rendus en corps auprès du président pour lui faire part de cette décision. On s'attendait à ce qu'en recevant cette information M. Grévy donnât sa démission, mais il n'en a rien fait.

Cependant, les accusations n'ont cessé de s'accroître, les mêmes aspirations, les mêmes divisions nous ont été racontées. Il ne faut pas croire que, parce que nous sommes ministres du même gouvernement, nous aurons toujours les mêmes opinions sur toutes les questions. Nous sommes là pour discuter, échanger nos vues, et finalement nous entendre sur des mesures à prendre. Le fait que les membres du gouvernement passent l'un pour soutenir à l'évidence que les ministres sont d'accord, quand il y a mes intelligences entre les membres d'un gouvernement, il ne subsiste pas. L'existence même d'un gouvernement est la preuve de l'entente qui règne entre ses membres.

D'ailleurs pourquoi, nous, ministres nous divisons, nous discutons, nous entendons pour perdre l'influence que nous avons dans le gouvernement. La population, le parlement à confiance en nous. Ce serait folie de nous diviser. Il doit être bien compris qu'il y a entente dans le gouvernement.

LA PRESSE, MERCREDI 23 NOVEMBRE 1887

l'affaire des décorations, et on aurait notamment trouvé la preuve que W. Wilson avait été partie dans la vente, pour quatre-vingt mille francs, de la décoration de la Légion d'honneur à M. Bogenval, riche industriel du département du Loiret. M. Wilson, interpellé sur ce point, a reconnu qu'à la suite de sollicitations du général d'Andlau, il avait conseillé de donner la croix de la Légion d'honneur à M. Bogenval, mais qu'il n'avait reçu aucune rétribution pour ce service. Il a dit aussi qu'il avait conseillé d'accorder la décoration à l'architecte et à l'entrepreneur qui ont construit son hôtel, que l'un et l'autre méritaient cette distinction. Enfin, il a avoué qu'il avait appuyé une demande de concession d'une compagnie des charbonnages, dans les livres de laquelle figure une souscription de 10,000 francs au journal la Petite France, comme prix des services de M. Wilson.

Toute cette affaire, on doit l'espérer, va désormais prendre une marche plus nette et plus rapide que celle qu'elle suivie jusqu'ici. L'opinion publique se prononce de plus en plus énergiquement pour la retraite du président Grévy gravement compromis par les obstacles qu'il a opposés à l'administration de la justice. La presse est unanime à constater que la perte du prestige de M. Grévy est irréparable, et la chambre a pris le parti d'en finir. L'extrême gauche et la majorité des députés républicains avaient formé le projet d'envoyer une députation au président pour l'inviter à donner sa démission.

Ma s ce projet a été ajourné jusqu'à l'interpellation de M. Clémenceau qui vient d'aboutir au renversement du ministère Rouvier. La situation entre donc dans une nouvelle phase, qui doit nécessairement conduire à un prochain dénouement. Il est temps, car on n'est pas sans appréhensions pour le maintien de l'ordre, et on parle déjà de précautions militaires pour protéger le palais Bourbon et l'Elysée.

La présence du général Boulanger à Paris, dont on pouvait appréhender quelque agitation, n'a d'ailleurs été marquée par aucun incident particulier. Parti de Clermont-Ferrand le 13, jour où eurent lieu ses arrêts de rigueur, il a été saisi sur divers points du voyage par des démonstrations significatives; mais il a sagement évité toute manifestation à son arrivée à Paris.

Maintenant, il va certainement se passer des événements d'une extrême gravité. La France va passer par toute espèce de crises: crise commerciale, crise à propos du président de la République, crise à l'égard du régime parlementaire et peut-être crise révolutionnaire.

Tous les journaux défendent la demande de M. Grévy. Le XIXe Siècle demande de supprimer la loi de M. Michelin a proposé une motion pour faire rejeter le projet de l'abolition de la présidence, mais sa motion a été rejetée par une forte majorité, ce qui signifie que la députation jugerait opportun de discuter si elle doit abolir ou non le président. Nous ne croyons pas cependant que la question soit prise en sérieuse considération. Mais ce qui paraît certain, c'est que la chambre insistera pour demander la démission de M. Grévy.

La formation d'un nouveau ministère est très difficile dans les circonstances. Le président a demandé M. Brisson, mais ce dernier n'a pas accepté. D'autres aussi ont été consultés et toujours sans résultat.

ASSOCIATION CONSERVATRICE.

Les membres les plus influents de l'Association Conservatrice de Montréal se réunissent hier soir au palais de l'Assemblée pour la réception offerte à sir Hector Langevin. M. Benoit, le président de l'Association, présente une adresse à l'honorable ministre des travaux publics et des transports, sir Hector Langevin. M. Benoit, le président de l'Association, présente une adresse à l'honorable ministre des travaux publics et des transports, sir Hector Langevin.

Je suis heureux de rencontrer les membres de l'association conservatrice de Montréal. Je savais que cette institution avait déjà de nombreux membres dans les luttes politiques et que elle est appelée à faire encore plus dans l'avenir, et j'aimais à faire nouvelle connaissance avec elle. Parmi les anciens, qui sont restés de l'époque dont je vous parlais tout à l'heure, je vois le jeune sénateur Rolland, que sa nouvelle légende semble rejeter. Il est resté pour nous montrer ce qu'étaient les hommes il y a cinquante ans, et prouver aux jeunes les avantages que nous avons de nos jours. Je ne veux pas dire nuances politiques, mais nuances d'âge, car les mêmes principes unissent tous les membres de cette association. Je devrais dire de notre association, car l'association conservatrice de Montréal est la seule association de ce genre qui n'ait une mission importante à remplir: ils nous maintiennent au pouvoir par leurs votes, par leurs discours, leur travail et leur énergie. Les jeunes ont toujours de leur vie nous convaincre, l'importance de la discipline dans ce travail commun. C'est aux chefs de diriger, de commander, et eux ont leurs vœux d'ensemble, eux ont l'expérience.

Un autre plaisir pour moi, ce soir, est de rencontrer plusieurs députés locaux et fédéraux. Un nom que j'ai vu, m'est exprimé le regret de ne pouvoir se rendre à cette manifestation. Tous veulent montrer que, dans l'occasion, il faut serrez les rangs. Pas de division, c'est la peine de toute institution. Si survient des difficultés entre nous, députés du peuple, il faut les oublier, car nous avons tous les mêmes principes, les mêmes aspirations.

Je suis heureux de rencontrer un de mes collègues, l'honorable M. Chapleau, venu ici comme membre de l'association conservatrice de Montréal, comme député et comme ministre de la couronne. Je suis convaincu que sa présence ici, démontre que toutes les histoires faites depuis des mois et des années ne sont que des racontars. Il ne faut pas croire que, parce que nous sommes ministres du même gouvernement, nous aurons toujours les mêmes opinions sur toutes les questions. Nous sommes là pour discuter, échanger nos vues, et finalement nous entendre sur des mesures à prendre. Le fait que les membres du gouvernement passent l'un pour soutenir à l'évidence que les ministres sont d'accord, quand il y a mes intelligences entre les membres d'un gouvernement, il ne subsiste pas. L'existence même d'un gouvernement est la preuve de l'entente qui règne entre ses membres.

D'ailleurs pourquoi, nous, ministres nous divisons, nous discutons, nous entendons pour perdre l'influence que nous avons dans le gouvernement. La population, le parlement à confiance en nous. Ce serait folie de nous diviser. Il doit être bien compris qu'il y a entente dans le gouvernement.

LA PRESSE, MERCREDI 23 NOVEMBRE 1887

et que les ministres canadiens sont d'accord. J'espère que ces quelques explications, en ce qui concerne les racontars qui nuisent aux intérêts de notre province et du gouvernement.

En ce qui concerne l'Angleterre, ce sang bien colonial et de la protection que l'Union commerciale nous apporte une grande prospérité. Mais nos industries sont à l'état d'enfance. La préférence nous conseille de faire d'abord ce qu'on a fait aux Etats-Unis et en Angleterre de protéger notre industrie, sans modifier plus tard notre politique sous les circonstances. Notre histoire jure contre la rupture du lien colonial, nous avons toujours été contre l'absorption de notre pays par les Etats-Unis. En 1776 et en 1812, nos ancêtres ont versé leur sang pour conserver à leur pays la terre. Ce sang aurait été versé inutilement et alloué nous aujourd'hui, sans la lutte, détruire le travail de tant d'années? L'Angleterre ne nous a-t-elle pas protégés et soutenus pendant que nous avons été une puissante garantie de la conservation de nos droits.

L'honorable M. Chapleau parla après Sir Hector et dit, entre autres choses, ce qui suit au sujet de la Conférence: " Par la troisième section de l'Acte de 1884 Québec et Ontario reçoivent conjointement \$20,000,000, soit un capital de \$5,000,000; et les autres provinces dans la même proportion; mais recherchant ce qui nous regarde plus particulièrement, puisque M. Mercier a en tout motif, en convoquant la Conférence, et en attendant que les provinces soient sorties de notre province, voyons ce qui a été fait pour nous seulement depuis l'année 1882. En additionnant les différents subsides accordés à nos chemins de fer, nous trouvons que le gouvernement nous a donné au-delà de \$10,000,000, ce qui représente deux millions par année, depuis le commencement de ce que nous pourrions attendre de tout arrangement qui interviendrait si les résolutions de M. Mercier étaient prises en considération par le gouvernement fédéral. Nous ne nous étions pas que des hommes d'affaires comme M. Mercier, plus pratiques que M. Mercier, aient accepté son projet et l'aient signé à deux mains. Ce sont les mêmes hommes qui ont déclaré Sir Hector et moi que la dette de Québec collective de la part des provinces ne pourrait pas nous donner l'équivalent de ce que l'Etat a obtenu actuellement par le chemin de fer. Il y a une chose qui doit frapper tout le monde; pourquoi les libéraux n'ont-ils pas produit ces demandes de rétrocession à M. Mercier et à ses amis, ces demandes qui étaient au pouvoir à Ottawa et qui étaient eux-mêmes à Québec? "

Le moment est mal choisi pour M. Mercier de demander de l'aide au gouvernement fédéral. La situation financière de la province est excellente, au moins c'est ce qu'il dit, et ce qu'il dit est vrai. L'emprunt conclu dans les excellentes conditions que l'on sait, M. Mercier oublie ou ne veut pas dire qu'il n'est pas sorti dans cette condition florissante du trésor provincial; il n'a fait que recueillir le travail de ses prédécesseurs. Surtout, il a fait de croire que c'est son brillant de ses beaux yeux que les banquiers de New-York ont prêté \$3,500,000 à \$4,000,000.

Quant à la question du dévouement, nous ne pouvons pas concevoir que la conférence ait commis l'immense erreur de suggérer de demander de l'aide au gouvernement et de l'enlever à Ottawa. Quelles ressources aurions-nous si le veto était exercé à Londres? Supposons que ce veto soit exercé une fois de façon à constituer une injustice envers la province de Québec, on serait les provinces de Québec, nous nous serions dans la position où nous étions avant l'établissement du gouvernement responsable. Il suffirait des menaces de quelques membres pour contrôler de Londres toute notre législation. Déjà, nous avons vu un veto de Montréal dire qu'il verrait avec plaisir le veto exercé sur le transport à Londres, parce que ce serait une garantie pour la minorité protestante de la province de Québec. Comme si cette minorité avait besoin de garantie; comme si elle n'avait pas toujours été choquée et traitée avec tous les égards et tous les honneurs de la province de Québec, et que ce n'est pas une façon prépondérante, ne constituant pas une garantie pour cette minorité.

On a beaucoup abusé de cette question de dévouement, d'empêchement du pouvoir fédéral sur le pouvoir provincial. Si le pouvoir s'exerce d'une façon dangereuse pour les libertés, il s'exerce aussi dans le sens de notre loi. L'heure qu'il est, supposons que le gouvernement fédéral ait des pouvoirs absolus sur les provinces, de suite l'indignation surgit par tout, les élections arrivent, les électeurs élisent des députés qui reçoivent le mandat de servir le gouvernement qui leur a été donné de son autorité. On dirait vraiment à entendre nos adversaires que ce ne sont pas les députés qui ont le mandat de servir le peuple, mais que ce sont les députés qui ont le mandat de servir le peuple.

Il y a dans tout ceci, un côté bien original et bien plaisant à étudier; c'est que nos adversaires qui ont une si grande peur du droit de veto et qui sont si puissants dans l'autonomie provinciale pour la plupart, sont eux-mêmes, en fait, les plus puissants pour nous conduire à l'union politique avec les Etats-Unis que deviendrait l'autonomie provinciale? "

Ne savent-ils pas que la grande guerre de 61 à 65, qui a coûté la vie à des milliers d'hommes, a été entreprise pour renverser les Etats-Unis de la tête à la queue, et puis cette époque, se trouvent réduits au minimum? Ne savent-ils pas que cette guerre a entraîné le pouvoir à Washington de façon à nulifier l'influence d'un gouvernement d'Etat? Mais ils ne savent rien ou ne veulent rien savoir, ils ne savent que se plaindre et se plaindre au pouvoir par n'importe quel moyen, fussent-ils les plus illégitimes. C'est ainsi qu'ils espèrent renverser le gouvernement d'Ottawa et l'Union Commerciale, tout en étant bien certain que ce projet est irréalisable, puisque les Etats-Unis n'en veulent point, que l'Angleterre est fermement opposée à ce qu'on fonde, il a très peu de partisans dans le pays. Mais qu'importe, arrivons au pouvoir de la province. L'Union Commerciale n'est pas réalisable nous dirons au peuple: nous ne sommes bien fâchés, mais il n'y a rien à faire.

Maintenant, je termine en remerciant sir Hector d'être venu nous voir. L'Association de Montréal est un des régiments de la grande association conservatrice, et elle sera toujours avec ses chefs. Que non honorable collègue soit assuré des sympathies et des vœux de tous les membres de l'Association. Il est un plaisir de nous aider et nous sommes tous pour lui rendre.

M. J. J. Curran, M. P., fait ensuite, en anglais, une conférence. Il termine une lettre de M. Edward Murphy, exprimant son regret de ne pouvoir se rendre à l'assemblée de ce soir.

L'Assemblée se dispersa après des acclamations en l'honneur de Sir Hector Langevin et de l'honorable M. Chapleau et du président de l'Association conservatrice de Montréal.

LE RIDEAU EN TOILE DECOREE L'article de goût à la mode du jour est bien le rideau en toile décorée. La mode de nos jours est de mettre à la portée de tout le monde. L'utilité n'est pas en cause de tout le monde. Outre l'avantage d'être un rideau, il a l'avantage de laisser passer les rayons du soleil qui ne le pénètrent pas, et remplace les jalousies pour le soir. La facilité de le mouvoir avec son rouleau à ressort est un avantage d'aujourd'hui que donnaient les cordes et les glands. Une visite est respectueusement sollicitée. MARCOTTE PERRAULT ET CIE. Coin des rues Sainte-Catherine et Amherst 10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-

